



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 17 – 29 juin 2021

Sommaire

Actualité économique :

- **Union européenne** : NextGenerationEU
- **Environnement macro-économique** : PIB / climat des affaires / attentes d'exportation / prix à la consommation / industrie / indicateur conjoncturel
- **Politique budgétaire** : dette publique / déficit public / budget fédéral
- **Politiques sociales** : population / emploi / conventions collectives / protection sanitaire au travail

Actualité financière :

- **Marchés financiers** : Raisin et Deposit Solutions
- **Régulation financière** : calcul du ratio de levier
- **Banques et assurances** : FMS / notation / protection juridique

ACTUALITE ECONOMIQUE

Union européenne

La fondation chrétienne-démocrate [Konrad Adenauer](#) plaide pour un « pacte de remboursement » concernant la dette levée pour le plan de relance européen **NextGenerationEU**, visant à sceller le caractère unique et exceptionnel du dispositif. La fondation propose en outre d'indexer le taux de remboursement de chaque Etat-membre au taux de croissance.

Environnement macroéconomique

Observant une forte reprise avec l'amélioration de la situation sanitaire, la plupart des instituts conjoncturels [Ifw](#), [RWI](#), [IMK](#) et [DIW](#) renvoient à la

hausse leurs projections de croissance du **PIB** pour l'année en cours, situées à présent entre 3,2 et 4,5 %. L'[ifo](#) abaisse en revanche son pronostic de 0,4 point à 3,3 %, estimant que les problèmes d'approvisionnement actuels freineront l'économie allemande à court-terme. Pour 2022, les projections de croissance oscillent entre 4,3 et 4,9 %.

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** poursuit sa hausse en juin et atteint 101,8 points (99,2 en mai). L'évaluation de la situation actuelle s'améliore dans quasiment tous les secteurs. L'optimisme quant à l'avenir se dégrade légèrement dans le secteur manufacturier, reste médiocre dans la construction et s'améliore nettement dans les services et le commerce. En outre, l'indicateur de l'[ifo](#) sur les **attentes d'exportations** de l'industrie

LE CHIFFRE À RETENIR

2 205,4 MD€

Dette publique de l'Allemagne au 1^{er} trimestre 2021 selon Destatis.

atteint son plus haut niveau depuis janvier 2011 avec 26 points, après une dégradation à 22,5 points en mai: les exportateurs allemands profiteraient actuellement très fortement des effets de rattrapage à l'échelle mondiale.

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +2,3 % en juin (+0,4 % par rapport à mai). La hausse des prix de l'énergie reste particulièrement forte (+9,4 %), bien qu'en léger ralentissement (-0,6 point).

L'[IfW](#) chiffre à 1 % de PIB le coût pour l'**industrie** des difficultés d'approvisionnement actuelles, en particulier au niveau du transport maritime international. Les pertes pour le secteur industriel pourraient atteindre 25 Md€ sur l'ensemble de l'année.

Selon l'**indicateur conjoncturel** de l'[IMK](#) du mois de juin, la probabilité d'une récession technique au cours des trois prochains mois recule à 3,7 % (après 4,0 % en mai), celle d'une forte croissance augmente à 71,3 % (après 65,7 %). La reprise se consoliderait en Allemagne, portée par les fortes demandes extérieure et intérieure.

Politique budgétaire

Selon [Destatis](#), le niveau de **dette de l'Etat** (Bund, Länder, communes, sécurité sociale) a atteint 2 205,4 Md€ au premier trimestre 2021, soit une hausse en glissement annuel de 12,5 % (+1,5 % par rapport au trimestre précédent) et un montant par tête de 26 532 €. La dette du Bund enregistre la plus forte hausse trimestrielle (+2,0 % à 1 431,4 Md€, +17,3 % en glissement annuel), suivie des Länder (+0,6 % à 639,9 Md€, +6,2 % en glissement annuel) et des communes (+1,1 % à 134,0 Md€, +1,1 % en glissement annuel).

Dans les projections d'été des instituts [IfW](#), [RWI](#), [IMK](#) et [DIW](#), le **déficit public** de l'Allemagne est chiffré entre -4,9 et -4,3 % de PIB pour cette année, et annoncé entre -2,1 et -1,3 % pour 2022.

Le conseil des ministres a adopté un projet de **budget fédéral** 2022, revoyant à la hausse de 18,2 Md€ l'endettement net à 99,7 Md€, notamment pour financer des dépenses supplémentaires dans la santé, la gestion de crise et la protection climatique. La réactivation du frein à la dette constitutionnel est annoncée pour 2023.

Politiques sociales

Pour la première fois depuis 2011, la **population** recensée en Allemagne a diminué, pour atteindre 83,2 M de personnes à la fin 2020. Cette très faible baisse (-12 000 personnes sur un an) s'explique par un solde migratoire en recul (209 000 après 294 000 en 2019) et un déficit plus marqué du solde naturel (-212 000 en 2020 après -161 000 ; source [Destatis](#)).

La part des personnes de plus de 65 ans en activité a doublé en 10 ans (8 % en 2019 contre 4 % en 2009 ; source [Destatis](#)).

Selon [Destatis](#), l'**emploi** dans le secteur public a progressé de +1,7 % en un an pour s'élever à 5 millions au 30 juin 2020 ; l'emploi notamment dans les crèches a poursuivi sa forte progression (+ 4,4 %, après +5,1 % au 30 juin 2019). En 10 ans, le personnel éducatif dans les crèches a progressé de 61 % (à 243 000).

Selon l'[IAB](#), 24 % des entreprises étaient couvertes par des **conventions collectives** de branche en 2020, contre 40 % en 1999, ce qui signifie une baisse de la couverture des salariés à 43 % en 2020, contre 62 % en 1999. La part des entreprises couvertes par des « conventions maison » (conclues entre une entreprise et un syndicat) est restée stable (3 % en 2020, 2 % jusqu'en 2010), comme celle des salariés (environ 8 %).

Si l'obligation de télétravail est levée au 1^{er} juillet (en lien avec l'expiration du frein d'urgence fédéral), le [ministère](#) du travail a prolongé jusqu'au 10 septembre inclus le **décret de protection au travail** dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Le décret prolonge notamment l'obligation de proposer au moins deux tests par semaine aux salariés présents sur le site et d'appliquer les conditions de protection sanitaire liées au virus (distanciation et mesures spécifiques à la branche d'activité). L'utilisation conjointe d'espace par plusieurs personnes « doit être réduite au maximum » (la jauge de 10 m² par personne n'est néanmoins plus requise). Si la distanciation ne peut être respectée, l'employeur est tenu de livrer au moins des masques médicaux, le recours accru au télétravail pouvant apporter une contribution essentielle.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

Les deux fintechs allemandes [Raisin](#) (plateforme d'ETF et de placement sur comptes épargne pour des particuliers, *B2C*) et [Deposit Solutions](#) (plateforme de placement sur des comptes épargne entre établissements financiers, *B2B*) fusionnent sous le nom Raisin DS. Les deux PDG se partagent dans un premier temps la direction de la nouvelle entreprise qui compte un peu plus de 500 employés.

Régulation financière

A la suite de l'annonce de la BCE, la [BaFin](#) permet également aux établissements de crédit sous sa surveillance directe de ne pas tenir compte jusqu'au 31/03/2022 de certaines valeurs exposées au risque, détenues auprès des banques centrales de l'Eurosystème, lors du **calcul du ratio de levier**.

Banques et assurances

Le **FMS**, fonds de stabilisation des marchés financiers qui a constitué entre 2008 et 2015 le budget spécial consacré par l'Etat fédéral au sauvetage bancaire et a été intégré en 2018 à l'agence financière, enregistre en 2020 [une perte de 323,6 M€](#) (contre -470,4 M€ en 2019). Les pertes cumulées depuis la création du fonds s'élèvent à 23,3 Md€ au 31 décembre 2020 (contre 23,0 Md€ fin 2019).

Standard & Poor's baisse la **notation** à long terme, entre autres, des banques mutualistes, de Dekabank, Helaba, Deutsche Pfandbriefbank et Volkswagen Bank, en raison de leur manque de rentabilité et du peu de progrès constatés dans la diversification de leurs sources de revenus, leurs structures de coûts et leur numérisation.

Depuis le début du scandale touchant les véhicules diesel (2015), les assureurs proposant une **protection juridique** ont déboursé 1,06 Md€ en prestations (entre février 2018 et mai 2021), selon la fédération des assureurs [GDV](#). Le nombre de plaintes dépasse 350 000. La valeur en jeu dans les litiges est en moyenne de 26 000 €. Selon le GDV, il s'agit de l'incident le plus coûteux de l'histoire de la protection juridique. Les assurances juridiques traitent habituellement quatre millions de cas et versent 3 Md€ par an de prestations.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography